



ADDITIF

AU RAPPORT DU CONSEIL

ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

REPRISE DE LA CINQUANTÉ-TROISIÈME SESSION

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-SEPTIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 3A (A/8703/Add.1)

NATIONS UNIES

ADDITIF
AU RAPPORT DU CONSEIL
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

REPRISE DE LA CINQUANTE-TROISIÈME SESSION

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-SEPTIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 3A (A/8703/Add.1)



NATIONS UNIES

New York, 1973

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<i>Pages</i>
Sigles	iv
<i>Chapitres</i>	
I. — ORGANISATION DE LA REPRISE DE LA CINQUANTE-TROISIÈME SESSION	1
II. — QUESTIONS FINANCIÈRES	
A. — Rapports du Groupe de la Banque mondiale	2
B. — Rapport du Fonds monétaire international	3
III. — RAPPORT DU CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT	6
IV. — QUESTION DE LA CRÉATION D'UN FONDS DE ROULEMENT DES NATIONS UNIES POUR L'EXPLORATION DES RESSOURCES NATURELLES	8
V. — POPULATION	10
VI. — QUESTION DE LA CRÉATION D'UNE UNIVERSITÉ INTERNATIONALE ...	13
VII. — RAPPORT DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRON- NEMENT	16
VIII. — COOPÉRATION RÉGIONALE	
A. — Question de la création d'une commission économique pour l'Asie occidentale	18
B. — Admission de la République démocratique allemande à la Commission économique pour l'Europe	18
IX. — PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL : MODIFICATION DU CYCLE BUDGÉTAIRE DU PAM	19
X. — QUESTIONS RELATIVES À LA COMPOSITION ET À L'ORGANISATION	
A. — Elections	20
B. — Calendrier des conférences et questions connexes	20
C. — Examen de l'ordre du jour provisoire des séances d'organisa- tion de la cinquante-quatrième session	20

ANNEXE

ORDRE DU JOUR DE LA REPRISE DE LA CINQUANTE-TROISIÈME SESSION	21
--	----

SIGLES

BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement.
CCQAB	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance.
FMI	Fonds monétaire international.
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
IDA	Association internationale de développement.
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques.
OMS	Organisation mondiale de la santé.
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement.
SFI	Société financière internationale.
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
UNITAR	Institut des Nations Unies Pour la formation et la recherche.

Chapitre premier

ORGANISATION DE LA REPRISE DE LA CINQUANTE-TROISIEME SESSION

1. Le Conseil a tenu la reprise de sa cinquante-troisième session du 12 au 15 septembre, le 17 et le 18 octobre, du 15 au 17 novembre et le 13 décembre 1972, au Siège de l'Organisation des Nations Unies.

2. L'ordre du jour adopté par le Conseil pour la reprise de sa cinquante-troisième session figure en annexe au présent rapport.

3. A sa 1838^e séance¹, le Président a informé le Conseil qu'il avait reçu du Président du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale une lettre dans laquelle il déclarait que le Comité avait décidé d'informer le Conseil qu'il n'avait pas eu le temps d'examiner la question de la création d'un service maritime intergouvernemental pendant sa session de juillet-août 1972 et qu'il l'examinerait dès que possible. Le Conseil a donc décidé de supprimer de son ordre du jour le point intitulé "Question de la création d'un service maritime intergouvernemental" et d'informer l'Assemblée générale, à sa vingt-septième session, qu'il aborderait cette question à une session ultérieure après qu'elle aurait été examinée par le Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale.

¹ E/SR.1838.

4. A sa 1840^e séance², le Conseil a décidé, sur la suggestion du Secrétaire général, qui s'appuyait sur l'article 17 du règlement intérieur, d'inscrire à l'ordre du jour deux questions supplémentaires intitulées "Programme alimentaire mondial : modification du cycle budgétaire du PAM" et "Calendrier des conférences et questions connexes".

5. Le présent additif au rapport du Conseil économique et social sur les travaux de ses cinquante-deuxième et cinquante-troisième sessions³ porte sur les travaux de la reprise de la cinquante-troisième session du Conseil. Les résolutions et décisions adoptées à la reprise de la session sont publiées séparément en tant que supplément aux documents officiels du Conseil économique et social⁴. Les comptes rendus analytiques des séances du Conseil sont également publiés comme documents officiels du Conseil. Ceux du Comité de coordination figurent dans les documents E/AC.24/SR.459 à 461 et ceux du Comité économique dans les documents E/AC.6/SR.590 à 593.

² E/SR.1840.

³ *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément n° 3 (A/8703).*

⁴ *Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la cinquante-troisième session, Supplément n° 1A (E/5209/Add.1).*

Chapitre II

QUESTIONS FINANCIERES

A. — Rapports du Groupe de la Banque mondiale

6. Le Conseil a examiné le point 6 de l'ordre du jour de la reprise de sa cinquante-troisième session (Rapports du Groupe de la Banque mondiale) à ses 1841^e et 1842^e séances⁵. Il était saisi d'une note du Secrétaire général transmettant le résumé des rapports annuels pour 1972 de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de l'Association internationale de développement et de la Société financière internationale (E/5216).

7. Présentant les rapports, le Président du Groupe de la Banque mondiale a indiqué que pendant l'exercice écoulé les prêts de la Banque, les crédits de l'Association internationale de développement (IDA) et les investissements de la Société financière internationale (SFI) s'étaient élevés à 3,1 milliards contre 2,6 milliards en 1971 et 1 milliard en 1968. Durant son premier programme quinquennal, portant sur la période 1969-1973, le Groupe de la Banque avait intensifié ses efforts dans les secteurs du développement les plus importants, à savoir l'agriculture, l'enseignement et la population. En particulier, le Groupe de la Banque avait lancé deux grands programmes nouveaux dans le secteur de la population et avait signé des accords de projet avec, entre autres pays, l'Inde et l'Indonésie. En Inde, le projet visait à répondre aux besoins en matière d'information, d'expérience et d'analyse. Le projet en Indonésie représentait, dans le domaine de la planification de la population, l'effort le plus remarquable du point de vue de la coordination et de la coopération jamais entrepris dans le cadre du système des Nations Unies avec la participation active du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, de l'Organisation mondiale de la santé, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Grâce à ce projet, la population indonésienne pourrait être à la fin du siècle inférieure de 50 millions d'habitants à ce qu'elle serait autrement.

8. Le Président a fait observer que les efforts du Groupe ont porté non seulement sur des secteurs nouveaux, mais également sur des régions différentes. En Afrique, ils comptaient tripler le montant de ces prêts par rapport à la période de cinq ans précédente et ils auraient plus que triplé ces prêts aux pays désignés par les Nations Unies comme les pays en voie de développement les moins avancés.

9. Rappelant sa déclaration au Conseil en novembre 1970 sur les relations de travail de la Banque avec les autres institutions des Nations Unies⁶, le Président du Groupe de la Banque mondiale a exprimé sa satisfaction des progrès réalisés et cité un certain nombre de programmes couronnés de succès et exécutés en coopération avec le Programme des Nations Unies

pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, l'Organisation mondiale de la santé, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture. Il a déclaré que la Banque avait participé activement aux phases préparatoires de l'Année mondiale de la population et qu'elle avait pleinement appuyé la Conférence des Nations Unies sur l'environnement.

10. Concernant la question du stade de développement atteint par une centaine de pays en voie de développement qui sont membres du Groupe de la Banque, le Président a déclaré que leur état actuel de développement était inacceptable. La croissance du revenu par habitant y avait été minime, atteignant à peine 1,7 p. 100, bien que la croissance économique mesurée d'après le produit national brut ait atteint 5 p. 100 pendant la première Décennie des Nations Unies pour le développement. Les pays développés n'agissaient pas assez énergiquement pour aider les pays en voie de développement et ces derniers ne prenaient pas les mesures nécessaires pour aider les 40 p. 100 représentant la catégorie des plus pauvres de leurs citoyens. Ils devraient réviser leur politique pour venir en aide aux déshérités et pour fixer des objectifs de croissance conçus en fonction des besoins humains, tels que l'alimentation, le logement, la santé, l'éducation et l'emploi.

11. Le Président du Groupe de la Banque mondiale a suggéré un programme comprenant des mesures dans cinq domaines pour déclencher une attaque plus directe contre la pauvreté des masses, consistant à fixer, dans les plans de développement des divers pays du tiers monde, des objectifs spécifiques pour l'accroissement du revenu de la tranche la plus pauvre de la population, la mise en chantier de travaux publics ruraux et urbains pour résoudre les problèmes du sous-emploi et du chômage, l'adoption de mesures institutionnelles pour assurer une nouvelle répartition de la puissance économique, telles que la réforme agraire, ainsi que la réforme de l'impôt sur les sociétés, du crédit et des opérations de banque, l'amélioration des services publics, y compris leur gestion financière et l'élimination des distorsions des prix de la terre, de la main-d'œuvre et du capital, qui ont pour effet d'enrichir les riches en pénalisant les pauvres. La Banque comptait apporter sa part à l'effort collectif.

12. La plupart des représentants qui ont pris part à la discussion ont rendu hommage au Président du Groupe de la Banque mondiale pour la façon dont les activités du Groupe avaient été menées au cours de l'année écoulée. Plusieurs représentants de pays en voie de développement ont loué les efforts du Groupe dans le domaine de la population et se sont félicités de l'appel lancé par la Banque pour déclencher l'attaque du problème de la pauvreté des masses dans le tiers

⁵ E/SR.1841, 1842.

⁶ E/SR.1730.

monde. Leurs gouvernements examineraient l'adoption d'objectifs spécifiques pour augmenter le revenu réel des éléments les plus pauvres de leur population. Quels que soient leurs idéologies ou leurs systèmes politiques, les membres les plus pauvres de la Banque devraient être pris dûment en considération pour ce qui est des prêts et des investissements.

13. Certains représentants de pays développés ont fait observer que les investissements privés étrangers pouvaient contribuer de manière efficace au progrès économique et social des pays en voie de développement. Chaque pays devait avoir le droit de décider du rôle, de la portée et des mérites de tels investissements dans ses territoires. La Banque devait continuer à prêter son concours pour le règlement des différends en matière d'investissements. Il fallait tenir compte des objectifs globaux en matière de développement et de la nécessité de s'engager dans la voie d'une large coopération internationale.

14. Plusieurs représentants se sont montrés inquiets de la charge croissante de la dette des pays en voie de développement et ont fait observer qu'une plus grande assistance de la part de l'IDA serait la bienvenue. Les préparatifs pour la quatrième reconstitution des ressources de l'IDA devraient commencer le plus tôt possible. Certains représentants de pays en voie de développement ont fait observer que la Banque avait refusé de consentir des crédits à un certain pays en raison de son attitude en matière de nationalisation. On a également déclaré que la Banque ne devrait pas subir l'influence d'Etats Membres dont les buts étaient strictement nationaux et incompatibles avec la politique déclarée de la Banque. On a également mentionné la question de la représentation de la Chine dans le Groupe de la Banque et appelé l'attention sur la résolution 2758 (XXVI) de l'Assemblée générale intitulée "Rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies".

15. Le Président du Groupe de la Banque mondiale a dit que les déclarations des membres du Conseil, qui avaient porté sur de nombreuses questions importantes, seraient dûment prises en considération par le Groupe dans l'établissement des plans de ses futurs travaux. Il est revenu sur la nécessité d'une répartition plus équitable des avantages découlant de la croissance dans les pays en voie de développement. Toutes les institutions multilatérales et bilatérales s'occupant de développement économique devraient reconnaître le problème posé par l'accroissement de la dette extérieure et prendre d'urgence des mesures pour y remédier, surtout dans le cas des pays les moins avancés. Concernant certaines déclarations sur les pratiques de la Banque en matière de prêt, il a déclaré qu'une saine gestion économique était la considération essentielle. La situation ne répondait pas à ce critère dans le cas en question. Malgré l'état de l'économie de ce pays, les montants que la Banque aurait mis à sa disposition pendant l'année en cours atteindraient 10 millions de dollars. Le Président a fait observer que la Banque avait récemment approuvé sur sa recommandation des prêts à trois pays en dépit des objections d'une grande puissance fondées sur la nationalisation.

16. Passant à la question de la représentation de la Chine, le Président a dit que c'était une question qui devait être tranchée par les Etats membres de la BIRD. Pour sa part, il avait porté la résolution de l'Assemblée générale à leur attention et, le 26 octobre 1971, en avait informé le Secrétaire général, mais la question

n'avait pas été abordé à la récente réunion annuelle du Conseil des gouverneurs.

17. En réponse aux observations du Président touchant les critiques émises à propos des pratiques de la Banque en matière de prêt, on a déclaré que les demandes de prêts déposées en 1971 par le pays en question avaient été repoussées par l'administration de la Banque alors que l'état de l'économie de ce pays était satisfaisant à l'époque. Il était révélateur que le Club de Paris avait accepté, en se fondant sur un rapport du Fonds monétaire international, de renégocier la dette extérieure de ce même pays.

18. A la 1842^e séance, le Conseil a conclu l'examen de cette question en décidant, sans opposition, de prendre acte avec satisfaction du rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et l'Association internationale de développement et du rapport de la Société financière internationale.

B. — Rapport du Fonds monétaire international

19. Le Conseil a examiné le point 8 de l'ordre du jour de la reprise de la cinquante-troisième session (Rapport du Fonds monétaire international) à ses 1844^e et 1845^e séances⁷. Il était saisi d'une note du Secrétaire général (E/5215) transmettant le résumé du rapport annuel pour 1972 du Fonds monétaire international. Le rapport complet⁸ pouvait être consulté pour information.

20. Présentant le rapport, le Directeur général du Fonds monétaire international a déclaré que les achats de monnaies et de droits de tirage spéciaux (DTS) s'étaient chiffrés à un montant équivalent à 2 milliards de DTS pour l'exercice ayant pris fin le 30 avril 1972. Les achats effectués par les pays en voie de développement s'étaient chiffrés à l'équivalent de près de 500 millions de DTS. Au cours de l'année, le Fonds avait notamment conclu 13 nouveaux accords de crédit "stand-by", 8 accords au titre du système de financement compensatoire et, pour la première fois, le système de stocks régulateurs avait été utilisé. Les consultations et les services consultatifs techniques habituels avaient été développés.

21. Le Directeur général a aussi indiqué que le réalignement des taux de change, effectué en décembre 1971, avait mis fin à l'incertitude due à l'instabilité des taux de change entre les principales monnaies du monde au cours du deuxième semestre de 1971. La décision d'élargir les marges de fluctuations pour les taux de change, qui avait été prise en même temps, donnait aux autorités monétaires une plus grande latitude pour influencer sur les paiements extérieurs, en particulier sur les mouvements de capitaux à court terme. L'année avait également été marquée par l'amélioration du rythme de croissance des principaux pays industriels. Toutefois les progrès avaient été moins marqués sur le plan de la lutte contre l'inflation et les hausses globales des prix étaient donc restées trop fortes en 1972. Il était particulièrement important que les principaux pays industriels renversent cette tendance car c'était en grande partie en fonction des résultats qu'ils obtiendraient qu'on pourrait, ou non, réduire l'orientation inflationniste de l'économie mondiale. Les mesures

⁷ E/SR.1844, 1845.

⁸ Fonds monétaire international, *Rapport annuel des administrateurs pour l'exercice clos le 30 avril 1972* (Washington [D. C.]).

adoptées par les pays industriels pour réduire les pressions qui s'exerçaient sur leur balance des paiements expliquaient en partie le faible accroissement de l'aide étrangère et avaient donc amené les pays en voie de développement à recourir à des crédits de plus courte durée et relativement onéreux, dont les annuités s'accroissent beaucoup plus rapidement.

22. Etant donné l'intégration croissante de l'économie mondiale, la position des paiements de chaque pays était devenue plus sensible à l'évolution de la situation et de la politique des autres pays, ce qui montrait la nécessité d'harmoniser les politiques, notamment pour ce qui était des taux de change, afin de limiter la durée et l'ampleur des déséquilibres des balances des paiements sans freiner l'expansion continue du commerce mondial.

23. Rappelant les réunions ministérielles du Groupe gouvernemental des Vingt-Quatre sur les affaires monétaires internationales, qui avaient eu lieu à Caracas les 6 et 7 avril 1972, et la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) tenue à Santiago, le Directeur général a indiqué qu'un Comité des Vingt chargé d'étudier la réforme monétaire et les questions connexes au niveau politique avait été créé. Le rapport sur la réforme du système monétaire international⁹ présenté par les administrateurs du Fonds aux gouverneurs constituerait une base utile pour les travaux du nouveau Comité.

24. Lors de l'Assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs, il existait un accord très large pour fixer les règles d'ajustement des taux de change qui faciliteraient le maintien de conditions généralement stables sur les plans du commerce et des paiements mondiaux. Les gouverneurs s'étaient aussi généralement accordés à reconnaître que les droits de tirage spéciaux devraient jouer un rôle accru en tant qu'instrument de réserve international. Cependant des divergences d'opinions subsistaient quant aux moyens à employer pour arriver à ce résultat. De nombreux pays avaient proposé que l'allocation de droits de tirage spéciaux soit liée directement à l'aide au développement. Le rapport des administrateurs sur la réforme monétaire internationale présentait un certain nombre de méthodes pour étudier cette catégorie de problèmes. Le Directeur général était persuadé que les pays avaient maintenant la volonté de modifier les positions nationales dans un sens favorable à l'esprit de coordination internationale et que les conditions étaient favorables à l'adoption de décisions concrètes sur les problèmes de la réforme. La même détermination et le même esprit de coopération internationale devraient continuer à se manifester lors de l'application de la réforme. Le Fonds était prêt à aider les pays dans cette tâche, et c'était aux gouvernements qu'il appartenait essentiellement d'assurer le bon fonctionnement de leur économie en tenant pleinement compte de l'influence de cette économie sur les autres pays et sur le système international.

25. Les représentants au Conseil ont félicité le Directeur général des résultats obtenus par le Fonds au cours de l'année écoulée et, en particulier, pour avoir contribué à rétablir une certaine stabilité dans le système des paiements internationaux. De nombreux représentants se sont félicités de la création du Comité des Vingt qui, à leur avis, devrait pouvoir fonctionner

efficacement tout en tenant compte des vues et des intérêts des pays en voie de développement. Les débats du Comité des Vingt bénéficieraient grandement de la présence de représentants de la CNUCED, de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Un représentant d'un pays en voie de développement a estimé que le Comité devrait tenir dûment compte des activités des sociétés multinationales, y compris des établissements financiers et bancaires, ainsi que de la politique des pays industriels en matière d'investissements.

26. Concernant la réforme monétaire internationale, un représentant a souligné la nécessité de se placer dans une optique égalitaire et de faire preuve d'une grande souplesse. La réforme devrait également empêcher d'exporter vers les pays en voie de développement l'inflation et les vicissitudes économiques connexes des pays développés. Un autre représentant a estimé qu'un nouvel ordre monétaire devrait reposer sur des bases plus larges que l'Accord de Bretton Woods afin de corriger les imperfections qui avaient laissé la présente situation se développer.

27. S'agissant de la crise monétaire, un représentant a exprimé l'opinion que le Fonds monétaire international continuait de servir les intérêts des grandes puissances occidentales et que la réforme proposée visait à maintenir la position privilégiée d'un ou deux pays en réduisant le rôle de l'or. Toute mesure tendant à restaurer l'équilibre monétaire devait tenir compte des intérêts de tous les pays, sans exception, et particulièrement des pays en voie de développement.

28. Plusieurs représentants ont souligné qu'un lien devrait être établi entre les droits de tirage spéciaux et l'aide supplémentaire au développement. Ils ont estimé qu'il était urgent que le Fonds alloue de nouveaux droits de tirage spéciaux aux pays en voie de développement. A cet égard, un représentant a estimé que les droits de tirage spéciaux devraient être la pierre angulaire d'un système monétaire international modifié et développé. Un autre représentant a soulevé la question de la coopération du Fonds avec d'autres institutions spécialisées et avec le Département des affaires économiques et sociales, en particulier avec la Division des finances publiques et des institutions financières de ce dernier.

29. Un représentant s'est référé à la question de la représentation de la Chine au Fonds monétaire international et a appelé l'attention sur la résolution 2758 (XXVI) de l'Assemblée générale intitulée "Rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies".

30. Le Directeur général a donné au Conseil l'assurance de coopération continue du FMI. Comme un représentant l'avait suggéré, le Fonds serait désireux de participer à toutes les réunions et sessions du Conseil consacrées à l'examen de la situation monétaire internationale. On s'était accordé à estimer qu'il y avait lieu d'effectuer une allocation des droits de tirage spéciaux pour janvier 1973, mais aucune proposition bénéficiant d'un appui massif n'avait encore été faite. Le Fonds poursuivait ses consultations avec les pays membres afin d'arriver à un accord général.

31. Concernant la réforme monétaire, le Directeur général s'est félicité de la création du Comité des Vingt, qui était très largement appuyé au Conseil comme cela avait été le cas à la CNUCED. Il fallait espérer que le Comité jouerait efficacement le rôle d'une tribune pour

⁹ Fonds monétaire internationale, *Réforme du système monétaire international* (Washington [D. C.], septembre 1972).

les débats et les négociations au niveau des gouvernements.

32. Le Fonds avait survécu aux crises graves survenues récemment grâce à la coopération générale. L'une des conséquences de la réforme envisagée actuel-

lement serait de donner au Fonds un rôle plus important et de renforcer son autorité.

33. A sa 1845^e séance, le Conseil a pris acte avec satisfaction du rapport du Fonds monétaire international.

Chapitre III

RAPPORT DU CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT

34. Le Conseil a examiné le point 7 de l'ordre du jour de la reprise de sa cinquante-troisième session (Rapport du Conseil du commerce et du développement) à sa 1843^e séance¹⁰. Il était saisi du rapport du Conseil du commerce et du développement pour la période du 21 septembre 1971 au 25 octobre 1972¹¹.

35. En présentant le rapport, le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a déclaré que le jugement final qui serait rendu sur les résultats de la troisième session de la CNUCED dépendrait pour beaucoup des mesures qui seraient prises pour donner suite à ses résolutions et pour régler les questions à propos desquelles il n'avait pas été pris de décision de fond. Une des questions au sujet desquelles aucun accord important vraiment significatif n'était intervenu concernait les produits de base, en particulier la question de l'accès aux marchés et de la politique des prix. Toutefois, dans sa résolution 83 (III), la Conférence avait prescrit l'organisation, par l'intermédiaire de son mécanisme permanent, de consultations intergouvernementales intensives sur des produits ou groupes de produits retenus d'un commun accord. Un autre point à propos duquel il n'y avait pas eu accord concernait le problème de la dette; là aussi, le mécanisme permanent de la CNUCED continuerait d'examiner le problème.

36. Parmi les résultats plus positifs de la troisième session de la Conférence, le Secrétaire général de la CNUCED a cité la conclusion récente d'un accord international sur le cacao et les progrès enregistrés dans des domaines d'activité traditionnels de la CNUCED tels que les transports maritimes, les obstacles non tarifaires, les préférences et les relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents. Le Secrétaire général de la CNUCED a aussi appelé l'attention sur des initiatives relativement nouvelles telles que celles qui avaient été prises dans le domaine du transfert des techniques et dans celui des pratiques commerciales restrictives, ainsi que sur la décision d'élaborer une charte des droits et des devoirs économiques des Etats. Pour ce qui est de ce dernier point, le Secrétaire général de la CNUCED a fait observer que le Groupe de travail créé pour élaborer la charte en question ne comprenait pas de représentants de nombreux pays qui auraient souhaité participer à ses activités. Il faudrait trouver un moyen de permettre à ces pays de s'associer aux délibérations du Groupe de travail.

37. Le Secrétaire général de la CNUCED a tout particulièrement appelé l'attention sur les diverses résolutions de la Conférence traitant du programme d'action en faveur des pays en voie de développement

les moins avancés, parmi lesquels les pays en voie de développement sans littoral, programme auquel le Conseil économique et social prenait une part active. Il a également attiré l'attention sur les mesures prises pour permettre aux pays en voie de développement de participer aux négociations commerciales multilatérales organisées sous les auspices du GATT ainsi qu'à la prise de décisions devant conduire à la réforme du système monétaire international. Il a souligné l'interdépendance des problèmes dans les domaines commercial, monétaire et financier et exprimé l'espoir que le FMI, le GATT et la CNUCED collaboreraient efficacement dans la voie de l'établissement de nouvelles structures des relations économiques internationales qui tiendraient compte d'une division internationale du travail équitable.

38. Les représentants qui ont pris part aux débats ont fait des observations sur certains aspects des travaux de la CNUCED. On a noté que le Conseil était saisi de questions très importantes dans le domaine du commerce et du développement et que le rapport du Conseil donnait un résumé complet et fort utile des opinions des gouvernements sur ces problèmes. Il a été fait référence, entre autres choses, à la nécessité de garantir des prix stables et rémunérateurs pour les produits faisant l'objet d'un commerce international, d'étendre l'application du système généralisé des préférences, de lever progressivement les obstacles non tarifaires, de réaliser les objectifs fixés en ce qui concerne l'apport de ressources financières aux pays en voie de développement, d'établir un lien entre les droits de tirage spéciaux et les ressources financières additionnelles pour le développement, d'augmenter le commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, d'établir une nouvelle division internationale du travail et de résoudre les problèmes commerciaux et économiques fondamentaux avec l'aide des Etats intéressés. Un représentant s'est félicité des efforts déployés par la CNUCED pour résoudre les problèmes du commerce international sur la base de l'équité, du profit mutuel, de la non-discrimination et du respect de la souveraineté. Il a rappelé également la déclaration commune des Etats socialistes à la troisième session de la Conférence (ID/154)¹², dans laquelle ils avaient défini leur politique concernant l'expansion du commerce et de la coopération avec les pays en voie de développement au cours des cinq prochaines années et il a appelé l'attention, à cet égard, sur la résolution 88 (XII) relative à la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, adoptée par le Conseil du commerce et du développement à sa douzième session. Un autre représentant a déclaré que sa délégation n'avait pas été en mesure d'appuyer deux résolutions adoptées par le Conseil, à savoir la résolution 88 (XII), mentionnée

¹⁰ E/SR.1843.

¹¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième, Supplément n° 15 (A/8715/Rev.). Le Conseil était saisi du rapport sous couvert d'une note du Secrétaire général (E/5219).

¹² Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session, vol. I: Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.73.II.D.4), annexe VIII G.

plus haut, et la résolution 91 (XII) relative aux objectifs fixés pour l'aide et les courants de ressources.

39. On a fait bon accueil aux mesures prises par le Secrétaire général de la CNUCED pour aider les pays en voie de développement à se préparer aux prochaines négociations commerciales multilatérales dans le cadre du GATT, auxquelles les pays en voie de développement non membres avaient été invités à participer. Un représentant a estimé que la question de l'interdépendance des problèmes du commerce, du financement du développement et du système monétaire international était extrêmement complexe et pouvait avoir des répercussions profondes pour l'avenir du commerce et du développement dans le monde. Le même représentant a observé que les consultations du Secrétaire général de la CNUCED avec le Directeur général du FMI et le Directeur général du GATT avaient été utiles et fructueuses, et il a été d'avis que le Conseil avait eu raison d'adopter une attitude prudente en la matière. Un

autre représentant a estimé que la participation du Secrétaire général de la CNUCED aux travaux du Comité des Vingt récemment créé par le FMI aiderait certainement ce comité à établir un lien entre les problèmes internationaux dans le domaine monétaire et dans celui des liquidités et les questions commerciales.

40. Certains représentants, se référant à la question de la composition du Groupe de travail créé pour élaborer une charte des droits et des devoirs économiques des Etats, ont exprimé l'espoir qu'on parviendrait à une solution permettant à un plus grand nombre de pays d'être associés aux délibérations du Groupe de travail.

41. Pour conclure, le Conseil économique et social a décidé de transmettre le rapport du Conseil du commerce et du développement à l'Assemblée générale et d'appeler l'attention de cette dernière sur les observations faites à ce sujet au cours de la 1843^e séance du Conseil.

Chapitre IV

QUESTION DE LA CREATION D'UN FONDS DE ROULEMENT DES NATIONS UNIES POUR L'EXPLORATION DES RESSOURCES NATURELLES

42. Le Comité économique a examiné le point 2 de l'ordre du jour de la reprise de la cinquante-troisième session du Conseil (Question de la création d'un fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles) à ses 592^e et 593^e séances¹³. Le Comité était saisi du rapport du Président du Groupe de travail intergouvernemental sur le fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles (E/AC.6/L.485), du rapport du Comité économique sur les alinéas *a*, *b* et *c* du point 9 de l'ordre du jour de la cinquante-troisième session du Conseil (E/5193/Add.1), d'un projet de résolution présenté par le Japon (E/AC.6/L.486) et dont les Pays-Bas se sont ensuite portés coauteurs et d'un projet de résolution présenté par l'Argentine, le Brésil et l'Egypte (E/AC.6/L.487) et dont le Chili et le Pérou se sont aussi portés coauteurs.

43. A la sa 592^e séance, le Président du Groupe de travail intergouvernemental, présentant son rapport (E/AC.6/L.485), a dit que les consultations qu'il avait entreprises conformément à la résolution 1711 (LIII) du Conseil n'avaient pas été aussi fructueuses qu'il l'avait espéré mais avaient permis de mieux comprendre la conception du Fonds. Il apparaissait clairement que plusieurs délégations étaient en faveur de la création du Fonds, mais que les dispositions relatives à son fonctionnement, surtout en ce qui concerne les aspects administratifs et techniques, suscitaient encore des doutes fondamentaux dans l'esprit de plusieurs délégations. Le rapport du Président contenait certains amendements au projet de statut figurant dans le rapport du Groupe de travail intergouvernemental (E/C.7/29, annexe III), jugés acceptables par la majorité des délégations consultées.

44. A la même séance, le représentant du Japon, présentant le projet de résolution publié sous la cote E/AC.6/L.486, a fait observer que les activités envisagées dans la résolution 1711 (LIII) du Conseil n'avaient pas avancé à la cadence prévue et a expliqué que le projet de résolution visait à donner un cadre de référence en vue des travaux futurs. Aux termes du paragraphe 1, le Conseil recommanderait à l'Assemblée générale d'approuver en principe, à sa vingt-septième session, la création d'un fonds de roulement des Nations Unies en tant que fonds d'affectation spéciale confié à la garde du Secrétaire général mais administré en son nom par le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement; ce fonds aurait pour objectif essentiel de fournir aux pays en voie de développement participants une assistance dans le domaine de l'exploration des ressources naturelles; les ressources du fonds seraient constituées, entre autres, par des contributions volontaires versées par les Etats, et par les remboursements, par les Etats bénéficiaires, de sommes provenant de revenus procurés par l'exploitation de ressources

naturelles découvertes ou mises en valeur avec l'assistance du fonds de roulement. Les mots "en principe" étaient utilisés parce que le Fonds ne pourrait devenir une réalité qu'une fois que l'Assemblée générale l'aurait approuvé à une session ultérieure. Le projet de résolution prévoyait également la nomination d'un groupe *ad hoc* d'experts, comprenant au maximum 10 membres, pour aider le Secrétaire général, en consultation avec les organismes des Nations Unies intéressés, à effectuer une étude objective des aspects économiques et financiers et des dispositions administratives et institutionnelles nécessaires à l'élaboration d'un projet réalisable, aux fins de préparer un projet de statut pour le Fonds de roulement, en tenant compte des rapports du Groupe de travail intergouvernemental (E/C.7/24 et E/C.7/29) et des opinions exprimées par les gouvernements des Etats Membres. Le rapport du Secrétaire général serait présenté à l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session par l'intermédiaire d'une nouvelle réunion du Groupe de travail intergouvernemental et du Conseil économique et social.

45. A la même séance, le représentant de l'Egypte, présentant le projet de résolution publié sous la cote E/AC.6/L.487, a indiqué que ce texte était le résultat de longues discussions entre pays en voie de développement. Les auteurs considéraient que le rapport du Groupe de travail intergouvernemental n'était pas satisfaisant et que le travail devrait être poursuivi par un groupe intergouvernemental spécial d'experts pour que les nombreux aspects techniques et politiques encore non réglés puissent être étudiés plus avant et clarifiés de manière à permettre aux organismes intergouvernementaux intéressés de se prononcer définitivement sur la proposition. Aux termes du projet de résolution, le Conseil recommanderait à l'Assemblée générale d'approuver à sa vingt-septième session le principe de la création d'un fonds des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles dans les pays en voie de développement et recommanderait en outre à l'Assemblée générale de créer un groupe intergouvernemental spécial d'experts techniques, composé de 20 membres au maximum, en vue d'élaborer un statut pour le Fonds. Le rapport de ce groupe d'experts serait examiné par le Conseil à sa cinquante-cinquième session et par l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session.

46. A la même séance, le représentant du Kenya a proposé la suppression des mots "en tant que Fonds d'affectation spéciale confié à la garde du Secrétaire général et administré en son nom par le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement" au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution E/AC.6/L.486. Il a également proposé d'insérer les mots "de roulement" après le mot "Fonds" au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution E/AC.6/L.487 et de remplacer le groupe intergouvernemental spécial d'experts techniques envisagé par un groupe de 10 experts au maximum.

¹³ E/AC.6/SR.592, 593.

47. A la 593^e séance, le représentant du Japon a indiqué que, si tel était le sentiment du Comité, il serait disposé à accepter les amendements du représentant du Ghana tendant à supprimer les mots "en tant que Fonds d'affectation spéciale confié à la garde du Secrétaire général et administré en son nom par le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement" au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution E/AC.6/L.486 et la partie de l'alinéa a du paragraphe 2 précisant les questions à traiter dans l'étude technique, à réviser les paragraphes 3 et 4 pour prévoir la nomination d'un groupe spécial de 15 experts au maximum "compte dûment tenu d'une représentation équitable des pays développés et des pays en voie de développement" et à prier le Secrétaire général de convoquer une nouvelle réunion du Groupe de travail intergouvernemental élargi pour examiner le rapport du Secrétaire général et le soumettre avec ses observations par l'intermédiaire du Conseil à l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session.

48. A la même séance, le représentant du Chili a proposé que les mots "en tant que Fonds d'affectation spéciale confié à la garde du Secrétaire général et administré en son nom par le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement" soient rétablis au paragraphe 1 du projet de résolution E/AC.6/L.486 et que la première partie du paragraphe 2 soit modifiée pour se lire "*Recommande* à l'Assemblée générale de désigner, à sa vingt-septième session, un groupe intergouvernemental d'experts".

49. Au cours de la discussion, un certain nombre de délégations ont exprimé le regret que le travail déjà accompli concernant le Fonds de roulement ait paru être mis en question; le projet de résolution des quatre puissances donnait l'impression qu'on n'était arrivé à rien, notamment en ce qui concerne le projet de statut du Fonds. D'autres délégations ont souligné que cela ne tenait pas à l'idée du Fonds en soi, sur laquelle la majorité des délégations étaient d'accord, mais sur le

projet de statut qui suscitait certains doutes et certaines appréhensions. Le mieux serait de reprendre au commencement l'examen de toute la proposition, y compris l'idée de Fonds de roulement.

50. A la même séance, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a émis l'avis que les importantes questions de fond soulevées devraient être examinées plus à fond qu'on ne pouvait le faire à la reprise de la session. En l'absence d'un consensus, il paraissait essentiel de poursuivre les consultations sur les diverses options qui s'offraient au Comité. En conséquence, invoquant l'article 50 du règlement intérieur du Conseil, il a proposé que la suite de l'examen de la question soit renvoyée à la cinquante-cinquième session du Conseil. La proposition a été adoptée par 26 voix contre 10, avec 9 abstentions.

DÉCISION DU CONSEIL

51. A sa 1845^e séance¹⁴, le Conseil a rejeté par 8 voix contre 9, avec 5 abstentions, le projet de décision (E/5227)¹⁵ que le Comité économique lui recommandait d'adopter tendant à renvoyer l'examen de la question à la cinquante-cinquième session. Le représentant du Kenya a proposé que le Conseil prenne note du rapport du Groupe de travail intergouvernemental sur le Fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles (E/C.7/29) et renvoie la question à la vingt-septième session de l'Assemblée générale pour qu'elle puisse l'examiner plus avant. Après discussion, le représentant du Kenya a retiré sa proposition en faveur de celle du représentant du Brésil tendant à renvoyer la suite de l'examen de la question à la quarante-quatrième session du Conseil. Le Conseil a adopté cette proposition par consensus.

¹⁴ E/SR.1845.

¹⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la cinquante-troisième session, Annexes, point 2 de l'ordre du jour.

POPULATION

52. Le Comité économique a examiné, à ses 590^e et 591^e séances¹⁶, le point 4 de l'ordre du jour de la reprise de la cinquante-troisième session du Conseil (Rapport de la Commission de la population sur sa session extraordinaire). Il était saisi du rapport de la Commission sur sa session extraordinaire¹⁷, d'une note du Secrétaire général relative aux incidences administratives et financières du Congrès mondial de la population envisagé pour 1974 (E/5221) et d'une note du Secrétariat concernant les incidences financières de l'Année mondiale de la population (1974) [E/5224].

53. Le secrétaire général du Congrès mondial de la population (1974), lorsqu'il a présenté en séance les deux premiers documents, a rappelé au Comité qu'il avait participé à la deuxième Conférence asiatique de la population, organisée à Tokyo en novembre 1972, ce qui lui avait permis de se faire une idée exacte de divers problèmes évoqués dans le cadre de cette conférence ainsi que des questions qui pourraient se poser à l'avenir.

54. A sa seizième session, la Commission de la population avait décidé de modifier l'orientation de son programme de travail afin de faciliter l'établissement d'une documentation de fond en vue du Congrès mondial de la population¹⁸. A la suite d'un examen détaillé des éléments dont aurait besoin le Congrès pour l'étude des questions de fond, il était apparu que pour mener à bien les préparatifs de ce point de vue il faudrait peut-être modifier à nouveau l'orientation du programme de travail et donner moins d'importance à certains projets qui n'étaient pas directement liés aux préparatifs. Malgré ce changement d'orientation, des ressources supplémentaires seraient nécessaires pour le travail de fond ainsi qu'il était indiqué dans le document E/5221. En revanche, pour ce qui était des tâches d'exécution relatives au Congrès, ce même document ne prévoyait qu'un personnel restreint. Les ressources supplémentaires nécessaires devaient être prélevées sur celles du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

55. Le Directeur exécutif du Fonds a déclaré que, comme suite à la résolution 1672 B (LII) du Conseil, cet organisme avait entrepris la mise au point des programmes à exécuter dans le cadre des préparatifs de l'Année mondiale de la population, programmes au sujet desquels des détails étaient fournis dans le document E/5224, notamment en ce qui concernait les aspects financiers. Le Directeur exécutif a indiqué que les activités de l'Année mondiale qui seraient financées par prélèvement sur le Fonds étaient de nature diverse et se répartissaient entre différentes catégories, selon qu'il s'agissait de favoriser la recherche et l'établisse-

ment des faits essentiels relatifs aux tendances et perspectives démographiques; d'entreprendre une action auprès du public pour lui faire prendre davantage conscience des problèmes de population; de favoriser l'examen des diverses options possibles en ce qui concernait les politiques et les programmes à mettre en œuvre sur le plan national dans le domaine démographique, ou d'agir dans le cadre de la coopération internationale ainsi que de l'assistance technique à fournir aux pays demandant à bénéficier de cette assistance. Le Directeur exécutif attendait avec intérêt de connaître les principes directeurs de caractère général que le Comité envisagerait de formuler au sujet des programmes proposés par l'Organisation des Nations Unies et par les institutions spécialisées compte tenu de certaines modifications prenant en considération les principes directeurs formulés par le Fonds lui-même.

56. La plupart des représentants ont estimé qu'au vu des résultats de la session extraordinaire de la Commission de la population, on pouvait dire que celle-ci s'était acquittée efficacement du nouveau rôle qui lui avait été dévolu en tant qu'organisme chargé de préparer le Congrès. Ils se sont réjouis des mesures prises par la Commission en vue de renforcer le mécanisme de préparation du Congrès, et en particulier des efforts qui avaient été faits pour établir avec netteté la correspondance voulue entre d'une part les questions devant figurer à l'ordre du jour du Congrès, et d'autre part les thèmes à traiter au cours des colloques et les sujets à examiner dans les documents de base. Certains représentants ont cependant fait de sérieuses réserves sur l'utilité des sessions extraordinaires qui étaient envisagées pour la Commission, ainsi que sur l'avantage qu'il pouvait y avoir à confier à un organisme à vocation surtout technique les préparatifs d'un congrès qui aurait apparemment un caractère essentiellement politique. En outre, ils ont critiqué le fait que, selon eux, les activités de l'ONU en matière de population étaient envisagées d'un point de vue trop général, ainsi que la tendance que faisaient ressortir dans l'ensemble les préparatifs du Congrès de la population : il fallait, à leur avis, adopter un point de vue plus équilibré et tenir compte également des nombreux cas où la densité démographique était trop faible pour les besoins du développement.

57. La plupart des représentants ont appuyé la proposition de la Commission de la population tendant à donner au Comité consultatif sur la Stratégie globale de la population le nouveau nom de "Comité consultatif d'experts du Plan d'action mondial de la population" et parallèlement à modifier l'intitulé de l'étude de base consacrée à la Stratégie globale de la population, qui serait appelée "Etude des problèmes, politiques et priorités dans le domaine de la population : contexte technique du Plan d'action mondial de la population". Ils ont également, comme l'avait fait la Commission elle-même, exprimé l'espoir que la composition du Comité consultatif serait élargie et ont noté en particulier l'absence d'experts de Chine, de France et d'URSS.

¹⁶ E/AC.6/SR.590, 591.

¹⁷ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-troisième session, Supplément n° 12 (E/5212).

¹⁸ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-deuxième session, Supplément n° 3 (E/5090), chap. IV.

58. Certains représentants ont exprimé le vif espoir que dans le Plan d'action mondial de la population, on écarterait toute vue simpliste des questions qui se poseraient en matière de population. Par exemple, il fallait éviter d'attribuer à l'accroissement de la population tous les maux constatés dans le domaine social et économique et s'abstenir de présenter l'adoption de programmes de planification de la famille comme un remède à tous ces maux. Le Plan d'action mondial devait tenir pleinement compte de la grande diversité que présentait la communauté mondiale sur le plan idéologique, historique et culturel. Il fallait également y reconnaître l'importance des facteurs liés au développement pour ce qui était de la régulation de la fécondité, ainsi que l'importance, pour le développement social et économique, d'autres variables démographiques telles que la mortalité, les migrations internes, l'urbanisation et les mouvements internationaux de population. Un certain nombre de membres du Comité ont estimé que le Plan d'action devait faciliter l'examen des résultats des activités de la deuxième Décennie du développement qui devait s'effectuer à mi-chemin de la Décennie, et permettre d'orienter les activités de l'Organisation au cours des décennies à venir. Au cours des observations qu'il a présentées à la suite des opinions émises par certains représentants, le secrétaire général du Congrès mondial de la population a déclaré qu'il avait la certitude que ni le Plan d'action ni aucune décision que prendrait par ailleurs le Congrès ne porterait atteinte à la souveraineté des Etats membres ou aux droits fondamentaux des individus, tels qu'ils avaient été proclamés lors de la Conférence internationale des droits de l'homme, organisée à Téhéran en 1968.

59. Il n'y a pas eu accord unanime sur tous les points de l'ordre du jour provisoire du Congrès proposé par la Commission¹⁹, mais on a fait observer que le projet d'ordre du jour était le résultat d'un compromis élaboré par la Commission. L'inscription des points 1, 2 et 3 a bénéficié de l'appui de la plupart des représentants. La majeure partie des membres du Comité qui ont participé au débat sur la question ont estimé que les quatre colloques qui seraient organisés, ainsi que le proposait la Commission de la population²⁰, permettraient de rassembler sur le fond des questions à examiner des éléments utiles qui constitueraient le support technique des débats du Congrès.

60. Le Comité a fait sienne l'opinion de la Commission de la population selon laquelle le Congrès devait être organisé à l'échelon intergouvernemental. On a fait observer toutefois que rien n'empêchait des experts de participer aux travaux en qualité de représentants de leurs gouvernements.

61. Un représentant a déploré que l'étude portant sur les rapports réciproques entre les questions démographiques, économiques et sociales n'ait pas encore été achevée, alors qu'elle figurait au programme de travail de la Commission de la population de nombreuses années; l'achèvement de cette étude représenterait un apport appréciable pour l'examen du point 2 de l'ordre du jour provisoire du Congrès.

62. Certaines réserves ont été formulées au sujet de la date limite du 31 décembre 1972, fixée pour l'établissement, sous forme de projets, les documents de base sur lesquels devait se fonder la documentation

du Congrès, et l'on a fait observer à cet égard qu'aucune évaluation objective ne serait possible sans une mise à jour de bon nombre de documents de base destinée à tenir compte des données de recensement national qui ne seraient rendues publiques qu'au cours de l'année 1973.

63. En ce qui concerne le lieu où se tiendrait le Congrès, on a exprimé l'espoir que celui-ci puisse être organisé dans un pays en voie de développement. Toutefois, certains représentants ont estimé que l'on améliorerait l'efficacité des travaux et que l'on réduirait les dépenses inutiles en organisant la rencontre dans une ville où l'ONU possédait les services les plus nombreux, et en particulier à New York ou à Genève.

64. Le Comité a été saisi tardivement des documents exposant les incidences financières et administratives, et en conséquence de nombreux représentants n'ont pu formuler à ce sujet que des observations préliminaires. Il y a lieu de signaler néanmoins que certaines délégations ont jugé excessif le montant total des dépenses qui était indiqué dans le document E/5221, à savoir plus de 3,5 millions de dollars. Un représentant a signalé certains domaines précis où des économies seraient possibles et il a fait observer qu'étant donné que la participation de conseillers techniques aux travaux en qualité de membres des délégations assistant au Congrès relevait du domaine de l'assistance technique elle devait être financée sur le budget de l'assistance technique.

65. Le Comité est ensuite passé au vote sur les recommandations figurant au chapitre VII du rapport de la Commission de la population lors de sa session extraordinaire. Il a adopté par 30 voix contre 6, avec 12 abstentions, la recommandation relative à la fréquence des sessions de la Commission.

66. Le Comité a adopté par 34 voix contre zéro, avec 17 abstentions, la recommandation concernant le Comité consultatif d'experts du Plan d'action mondial de la population.

67. Il a adopté par 35 voix contre zéro, avec 13 abstentions, la proposition du représentant des Pays-Bas concernant la participation de spécialistes au Congrès mondial de la population, compte tenu des vues exprimées par la Commission de la population aux paragraphes 45 et 46 de son rapport.

68. Le Comité a adopté par 31 voix contre zéro, avec 17 abstentions, la recommandation relative à la fréquence des réunions du Comité consultatif d'experts du Plan d'action mondial de la population et à l'augmentation du nombre de ses membres.

69. Le Comité a pris note du rapport de la Commission de la population sur sa session extraordinaire.

DÉCISION DU CONSEIL

70. A sa 1845^e séance²¹, le Conseil, agissant sur la recommandation du Comité économique (E/5225)²², a décidé : a) par 14 voix contre 4, avec 4 abstentions, que la Commission de la population se réunirait approximativement tous les six mois au cours de la période comprise entre la fin de sa session extraordinaire (août 1972) et l'ouverture du Congrès mondial de la population (1974); b) par 15 voix contre zéro, avec

¹⁹ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-troisième session, Supplément n° 12 (E/5212), par. 23.

²⁰ Ibid., par. 15 et 26.

²¹ E/SR.1845.

²² Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la cinquante-troisième session, Annexes, point 4 de l'ordre du jour

8 abstentions, que le Comité consultatif d'experts de la Stratégie globale de la population porterait désormais le nom de "Comité consultatif d'experts du Plan d'action mondial de la population" et que, en conséquence, l'intitulé de l'Etude sur une stratégie globale en matière de population serait remplacé par le suivant : "Etude des problèmes, politiques et priorités dans le domaine de la population : contexte technique du Plan d'action mondial de la population"; c) par 16 voix contre zéro, avec 7 abstentions, de reconsidérer sa décision [résolution 1484 (XLVIII)] relative à la participation de

spécialistes au Congrès et, à cet effet, de faire siennes les vues exprimées par la Commission de la population aux paragraphes 45 et 46 de son rapport²² en ce qui concerne le rôle des spécialistes au Congrès; d) par 15 voix contre zéro, avec 8 abstentions, que le Comité consultatif d'experts du Plan d'action mondial de la population se réunirait encore deux fois au moins, et que le nombre des experts siégeant à ce comité serait augmenté; e) sans procéder à un vote, de prendre note du rapport de la Commission de la population sur sa session extraordinaire²².

Chapitre VI

QUESTION DE LA CREATION D'UNE UNIVERSITE INTERNATIONALE

71. Le Comité de coordination a étudié le point 1 de l'ordre du jour de la reprise de la cinquante-troisième session du Conseil (Question de la création d'une université internationale) de sa 459^e à sa 461^e séance²³. Le Comité était saisi du rapport du Secrétaire général (A/8510²⁴ et Add.1/Rev.1) sur la question de la création d'une université internationale, d'un autre rapport du Secrétaire général (E/5155) dans lequel celui-ci transmettait le rapport établi par le Groupe d'experts chargé d'étudier la création d'une université internationale sur sa troisième session et d'un additif (E/5155/Add.1) dans lequel le Secrétaire général transmettait le texte de la décision adoptée le 27 juin 1972 par le Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, ainsi que d'une déclaration présentée par sept organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif (E/C.2/757). Le Comité a également reçu un projet de résolution (E/L.1517) présenté par la délégation japonaise.

72. Dans une déclaration liminaire, le Chef de cabinet a constaté que les rapports reflétaient les résultats des nombreuses études et consultations que l'UNESCO et le Groupe d'experts des Nations Unies avaient entreprises au cours des deux années précédentes. Dans le document transmettant le dernier rapport du Groupe d'experts (E/5155), le Secrétaire général déclarait qu'il appuyait sans réserve les vues et recommandations de ce groupe et il se félicitait particulièrement que le Groupe d'experts fût parvenu à un consensus sur un certain nombre de questions soulevées au Conseil à sa cinquante et unième session et également à l'Assemblée générale et au Conseil exécutif de l'UNESCO. Dans une décision récente (voir E/5155/Add.1), le Conseil d'administration de l'UNESCO avait déclaré qu'il souscrivait à la conclusion selon laquelle il était à la fois souhaitable et opportun de créer une université internationale sous les auspices des Nations Unies et qu'il existait une base suffisante pour permettre aux organes délibérants de parvenir à une décision sur cette question en 1972. La proposition avait trait à la création d'un système décentralisé d'institutions de recherche et de formation au niveau postuniversitaire — dont l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et d'autres organismes des Nations Unies pourraient faire partie — afin de promouvoir et d'entreprendre des recherches et une formation concernant les problèmes tels que la coexistence pacifique, les droits de l'homme, le progrès et les incidences mondiales de la science et de la technique. Ces activités seraient coordonnées par un organisme central restreint mais hautement compétent pour la programmation et la coordination. L'université internationale envisagée aurait le statut d'une institution universitaire autonome placée sous les auspices des Nations Unies, dans laquelle l'UNESCO jouerait un rôle important.

73. Le Groupe d'experts avait émis l'opinion que l'UNITAR devrait être un élément important du système envisagé, qui formerait une association avec des centres et instituts universitaires nationaux qui satisferaient aux conditions requises, et il compléterait la recherche et la formation en cours dans ces institutions pour l'étude de problèmes qui dépassaient les limites nationales. Ce réseau serait chargé de promouvoir la coopération technique et l'échange d'informations et de personnel entre les instituts associés ou affiliés et devrait favoriser, en matière de recherche et d'enseignement, des méthodes novatrices passant à travers les divisions traditionnelles entre les disciplines. Un des rôles secondaires de ce réseau consisterait à former des spécialistes hautement qualifiés de tous les pays, en particulier des pays en voie de développement, et de leur donner la possibilité de sortir de leur isolement intellectuel grâce à des contacts universitaires périodiques. Le Secrétaire général pensait, comme le Groupe d'experts, que les activités de l'université devraient être financées au moyen de contributions volontaires plutôt que sur le budget ordinaire de l'ONU. L'intérêt témoigné par les gouvernements, les organisations non gouvernementales, les universités, les fondations et les particuliers, pour ce qui serait de contribuer aux dépenses de l'université, semblait pouvoir être considérable. Le Secrétaire général avait bon espoir que diverses préoccupations concernant la mise en œuvre pourraient être harmonisées de façon satisfaisante dans le cadre d'un comité de fondation ou d'un comité préparatoire, tel celui qui avait été suggéré par le Groupe et auquel le Conseil exécutif de l'UNESCO était favorable. Il était clair qu'après de longues consultations avec la communauté universitaire mondiale et avec l'entière coopération de l'UNESCO, de l'UNITAR et d'autres organismes intéressés, le Groupe s'était entendu sur les caractéristiques principales d'une université des Nations Unies avec suffisamment de précision pour faciliter un débat éclairé au Comité. Le Secrétaire général était d'avis que l'institution envisagée serait très utile pour la communauté internationale.

74. Le représentant de l'UNESCO a fait observer que la création d'une université internationale était devenue un exemple de la coopération croissante qui existait entre les secrétariats de l'UNESCO et de l'ONU, en consultation étroite avec d'autres organismes des Nations Unies. Les délibérations du Groupe d'experts élargi reflétaient l'expérience acquise par l'UNESCO en matière d'enseignement supérieur et les relations qu'elle avait établies avec les organisations intéressées. Se référant au résultat des consultations écrites entreprises par le Directeur général de l'UNESCO avec des universités, des instituts de recherche et d'autres organisations, le représentant de l'UNESCO a fait remarquer que si 142 seulement sur le millier d'instituts et organisations consultés avaient répondu, deux tiers des réponses étaient en faveur de la création d'une université internationale. Malgré le

²³ E/AC.24/SR.459 à 461.

²⁴ Distribué au Conseil sous la cote E/5083.

peu de réponses qu'il avait reçues, le Directeur général pensait qu'une fois que le projet serait mis en œuvre, mais pas avant, la nouvelle institution éveillerait un plus grand intérêt dans les milieux universitaires. Le représentant de l'UNESCO s'est également référé à la décision prise par le Conseil exécutif de l'UNESCO et en particulier à la recommandation tendant à ce que l'UNESCO assure l'exécution du projet. Il a ajouté qu'en plus des vues du Conseil exécutif, l'Assemblée générale serait saisie des commentaires et observations qui seraient faits à la session d'octobre 1972 de la Conférence générale de l'UNESCO.

75. De nombreux représentants ont exprimé l'opinion que les rapports du Groupe d'experts, particulièrement le dernier, montraient de façon convaincante qu'il était nécessaire d'établir d'urgence un système centralisé et coordonné d'instituts de recherche et de formation où seraient étudiées les questions d'intérêt mondial. Ils ont estimé que le dernier rapport du Groupe donnait des réponses satisfaisantes aux questions qui avaient été posées antérieurement au sujet des objectifs et de l'organisation de l'université envisagée et des garanties concernant les franchises universitaires ainsi qu'à la question d'un double emploi éventuel avec des organes existants. A leur avis, il était encourageant qu'un certain nombre de gouvernements aient pris des engagements précis concernant des installations ou des contributions en espèces. Ils ne pensaient pas que le Secrétaire général serait en mesure d'organiser un effort d'envergure en matière de collecte de fonds tant que l'Assemblée générale n'aurait pas pris la décision de créer cette institution. Ils ont estimé que suffisamment d'études spécialisées avaient été faites pour qu'il fût justifié de prendre une décision de principe pendant l'année en cours au sujet de la création de l'université envisagée, les points de détail pouvant être réglés progressivement, une fois que l'on aurait décidé de créer l'université internationale.

76. Plusieurs représentants ont reconnu que le Groupe d'experts avait considérablement précisé la proposition à l'examen et ils se sont félicités des explications données sur un certain nombre de points. Toutefois, ils se sont inquiétés de l'insuffisance des possibilités financières actuelles de création de l'université internationale. Certains représentants ont estimé qu'il était prématuré de prendre une décision tant qu'on ne disposerait pas de renseignements plus détaillés sur l'organisation et sur les organes directeurs de l'université et sur les responsabilités respectives de l'ONU, de l'UNESCO et des autres institutions spécialisées dans l'exécution du projet, ainsi que sur l'aspect financier de la proposition.

77. Certains représentants ont déclaré qu'ils n'étaient pas convaincus que la question des doubles emplois et des chevauchements avec l'UNESCO, l'UNITAR et les autres organismes existants ait été résolue. Ils pensaient aussi que les universités et les instituts nationaux existants accomplissaient de façon satisfaisante les fonctions envisagées pour la future institution. Un représentant a estimé qu'il n'était pas opportun que le Comité présente une recommandation concrète tant que l'on ne disposerait pas d'un état d'incidences financières.

78. A la 459^e séance, le représentant du Japon a présenté un texte révisé du projet de résolution (E/L.1517/Rev.1), dont l'Inde, le Japon, le Kenya, le Liban, le Pérou et les Philippines étaient coauteurs. Au cours de cette 459^e séance, l'Autriche s'est jointe

aux auteurs du projet révisé de résolution, et le Ghana a fait de même à la 460^e séance.

79. A la 461^e séance, le représentant du Japon a présenté un deuxième texte révisé du projet de résolution (E/L.1517/Rev.2), dont les coauteurs étaient l'Autriche, le Ghana, l'Inde, le Japon, le Kenya, le Liban, le Pérou et les Philippines. A la même séance, l'Egypte s'est jointe aux auteurs du projet révisé de résolution. Le représentant du Japon, en présentant le texte révisé, a déclaré que, compte tenu des observations des représentants de l'UNESCO et de diverses délégations, le paragraphe 2 du nouveau texte recommandait que l'Assemblée générale tienne compte des remarques et observations qui seraient formulés à la dix-septième session de la Conférence générale de l'UNESCO au sujet de la création d'une université internationale. En outre, l'opinion de plusieurs délégations selon laquelle l'université devrait être financée à l'aide de contributions volontaires était exprimée dans un nouveau paragraphe, le paragraphe 4.

80. Les amendements oraux suivants ont été présentés :

a) Le représentant de la Nouvelle-Zélande a proposé de supprimer les mots "fait siennes" au paragraphe 1 du dispositif;

b) La représentante de la France a proposé d'insérer le mot "uniquement" après le mot "provienne" au paragraphe 4;

c) Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a proposé d'ajouter les mots "à l'exclusion des organisations intergouvernementales" à la fin du même paragraphe.

81. A la même séance, le Comité a voté comme suit sur le projet révisé de résolution (E/L.1517/Rev.2) et sur les amendements y relatifs :

a) L'amendement oral proposé par la Nouvelle-Zélande au paragraphe 1 a été rejeté par 18 voix contre 10, avec 9 abstentions;

b) L'amendement oral proposé par la France au paragraphe 4 a été rejeté par 18 voix contre 12, avec 8 abstentions;

c) L'amendement oral proposé par les Etats-Unis d'Amérique au paragraphe 4 a été rejeté par 18 voix contre 12, avec 7 abstentions;

d) Par un vote séparé auquel il a été procédé à la demande du représentant du Canada, le paragraphe 4 a été adopté par 20 voix contre 2, avec 16 abstentions;

e) L'ensemble du projet révisé de résolution a été adopté par 23 voix contre 6, avec 8 abstentions.

DÉCISION DU CONSEIL

82. A sa 1839^e séance²⁵, le Conseil, sur la recommandation du Comité de coordination (E/5213)²⁶, a adopté par 13 voix contre 6, avec 3 abstentions, la résolution 1731 (LIII). Dans cette résolution le Conseil : 1) a pris acte avec satisfaction des rapports du Secrétaire général²⁷ et fait siennes les opinions et recommandations du Secrétaire général qui y figuraient;

²⁵ E/SR.1839.

²⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la cinquante-troisième session, Annexes, point 1 de l'ordre du jour.

²⁷ A/8510 et Add.1/Rev.1, E/5155 et Add.1.

2) a recommandé que l'Assemblée générale prenne une décision concernant la création d'une université internationale à sa vingt-septième session, en tenant compte des remarques et observations formulées à ce sujet au Conseil économique et social et à la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, à sa dix-septième session; 3) a recommandé également que l'Assemblée générale prenne le plus rapidement possible des mesures

concrètes pour appliquer sa décision, notamment en créant un comité fondateur qui se composerait d'un nombre limité d'experts représentant des principales tendances universitaires, pédagogiques et culturelles dans le monde et serait chargé de rédiger la charte de l'université; et 4) a souligné la nécessité d'un soutien financier à l'université internationale sous forme de contributions volontaires émanant de sources gouvernementales et non gouvernementales.

RAPPORT DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT

83. Le Conseil a examiné à sa 1840^e séance²⁸ le point 3 de l'ordre du jour de la reprise de sa cinquante-troisième session (Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement). Le Conseil était saisi du rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement (A/CONF.48/14)²⁹, du rapport du Secrétaire général sur les résultats de la Conférence (A/8783)³⁰, des déclarations présentées par l'Association des femmes du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est (E/C.2/758) et l'Organisation internationale des unions de consommateurs (E/C.2/759) (organisations non gouvernementales de la catégorie II), des déclarations présentées par le Conseil international des femmes et par le Conseil international de l'action sociale (organisations non gouvernementales de la catégorie I) et des déclarations présentées par 20 organisations non gouvernementales de la catégorie II et par deux organisations non gouvernementales inscrites sur la Liste (E/C.2/760).

84. Dans une déclaration liminaire, le secrétaire général de la Conférence a exprimé l'opinion que la Conférence avait atteint ses objectifs qui étaient de fournir un cadre aux mesures intergouvernementales en matière d'environnement et d'intéresser l'opinion publique à ces mesures. Il a fait état de l'adoption, par la Conférence, d'une Déclaration sur l'environnement³¹, où étaient contenus des principes propres à guider l'action des gouvernements et de la communauté internationale; du Plan d'action contenant 109 recommandations d'action en matière d'environnement au niveau international et d'une résolution recommandant la création, dans le cadre des Nations Unies, d'un mécanisme de coopération intergouvernementale chargé de formuler les politiques en matière d'environnement et de suivre leur exécution; cette résolution recommandait en outre, pour appuyer ledit mécanisme, la création d'un secrétariat et des dispositions pour assurer le financement et la coordination des activités.

85. Le secrétaire général de la Conférence a souligné que la nécessité de coordonner efficacement les programmes d'environnement était le thème principal des recommandations institutionnelles et financières de la Conférence et que celle-ci avait pleinement tenu compte de la responsabilité particulière que la Charte conférait au Conseil en matière de coordination.

86. Le secrétaire général de la Conférence a déclaré en outre que les travaux préparatoires de la Conférence et la Conférence elle-même avaient prouvé que le système des Nations Unies avait en lui des possibilités d'action efficace et concertée, orientée vers des objectifs communs, et avaient en outre fourni des bases solides pour les travaux à venir. Il a déclaré que les arrange-

ments recommandés par la Conférence, notamment l'idée d'un fonds central, visaient à renforcer et à rationaliser les liens qui existaient entre les éléments du système et à faire en sorte que les ressources disponibles pour les activités dans le domaine de l'environnement fussent utilisées de la façon la plus efficace possible. Il a rappelé qu'il avait déclaré, lors de l'adoption par la Conférence de sa résolution sur les dispositions institutionnelles et financières, qu'aux yeux du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies c'était en dernier ressort à son organe directeur qu'il appartenait d'approuver le programme de chaque institution, et que les arrangements de coopération internationale dans le domaine de l'environnement qu'il pourrait être décidé d'adopter seraient exécutés dans l'esprit de coopération, de coordination et d'action concertée inhérent aux organismes des Nations Unies.

87. Pour conclure, le secrétaire général de la Conférence a souligné qu'un système de coordination au niveau international ne pouvait fonctionner s'il n'était fondé sur la coordination à l'intérieur des gouvernements au niveau national quant aux mesures à prendre dans le domaine de l'environnement.

88. La plupart des délégations qui ont participé à la discussion sur ce point se sont déclarées satisfaites des résultats de la Conférence sur l'environnement et ont rendu hommage au Comité préparatoire, au pays hôte et au secrétariat de la Conférence pour la manière dont ils avaient mené à bien les travaux préparatoires.

89. Certaines délégations d'Etats qui n'avaient pas participé à la Conférence ont rappelé les raisons qui les en avaient empêchées et ont déclaré qu'elles n'étaient pas encore prêtes à exprimer leur opinion sur les résultats de la Conférence. Tout en réaffirmant qu'elles continuaient de porter un grand intérêt aux problèmes de l'environnement et à l'action des Nations Unies dans ce domaine, elles ont répété que, étant donné le caractère universel de ces problèmes, ils ne pouvaient être résolus que par la participation de tous les pays sans exception.

90. De nombreux représentants ont rappelé que les recommandations de la Conférence sur l'environnement seraient bientôt examinées par la Deuxième Commission de l'Assemblée générale et ont réservé leurs observations de fond pour le débat qui aurait lieu à cette occasion.

91. En ce qui concerne la coordination des activités en matière d'environnement, certains représentants ont été d'avis qu'elle devait être liée au processus de coordination des activités économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies; ils ont estimé en outre que le Conseil devait réaffirmer sa volonté de s'acquitter de ses fonctions de coordination dans le domaine de l'environnement, comme dans les autres domaines. Selon d'autres représentants, il n'y avait pas lieu de mettre en doute le rôle de coordination du Conseil dans ce domaine et ils ont fait observer que les recommandations institutionnelles de la Conférence

²⁸ E/SR.1840.

²⁹ Transmis au Conseil par une note du Secrétaire général (E/5211).

³⁰ Transmis au Conseil par une note du Secrétaire général (E/5217).

³¹ Voir A/CONF.48/14, p. 2 à 7 et 113 à 119.

reconnaissaient pleinement ce rôle. Ils ont estimé que le Conseil aurait à examiner, compte tenu des décisions que l'Assemblée générale pourrait prendre à sa vingt-septième session, la meilleure façon d'exercer ce rôle.

92. Un certain nombre de délégations ont souligné l'importance du principe, accepté par la Conférence, selon lequel le souci de préserver l'environnement ne devait pas avoir d'effets contraires sur le processus de développement des pays en voie de développement ni porter préjudice aux efforts déployés en matière d'assistance au développement.

93. Le représentant d'un pays qui avait offert d'accueillir le nouveau secrétariat de l'environnement a déclaré que les activités des Nations Unies devraient être réparties de façon plus équitable du point de vue géographique et a proposé que l'Assemblée générale,

lorsqu'elle examinerait la question du secrétariat de l'environnement, accepte le principe selon lequel il devrait avoir son siège dans un pays en voie de développement.

94. Le représentant du Mexique a renouvelé la proposition que le Gouvernement mexicain avait faite à Stockholm d'organiser la deuxième conférence sur l'environnement à Mexico.

95. A la même séance, le Conseil, sur proposition du Président, a pris note³² du rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement (A/CONF.48/14)²⁹ et du rapport du Secrétaire général à ce sujet (A/8783)³⁰.

³² Une délégation a exprimé ses réserves à propos de cette décision.

COOPERATION REGIONALE

A. — Question de la création d'une commission économique pour l'Asie occidentale

96. A sa 592^e séance³³, le Comité économique a examiné le point 5 de l'ordre du jour de la reprise de la cinquante-troisième session du Conseil (Coopération régionale). Il était saisi d'un texte révisé du projet de résolution présenté par le Liban (E/L.1497/Rev.2) et d'une note du Secrétaire général sur les incidences administratives et financières du projet de résolution (E/L.1497/Rev.2/Add.1).

97. Le représentant du Liban a déclaré que les 12 pays desservis actuellement par le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth représentaient le seul groupe d'Etats Membres qui ne bénéficiait pas d'une participation plus importante aux activités de l'Organisation des Nations Unies. Ces pays avaient d'autant plus besoin des services d'une commission économique pour l'Asie occidentale que la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement était en cours. Néanmoins, sans préjudice de la ferme volonté du Gouvernement libanais de persuader le Conseil de créer une commission économique pour l'Asie occidentale, la délégation libanaise, voulant faire montre d'un esprit de coopération et de bonne volonté, était disposée sur la base d'un consensus à repousser l'examen du projet de résolution E/L.1497/Rev.2, étant entendu qu'une décision définitive concernant la création d'une commission économique pour l'Asie occidentale interviendrait à la cinquante-cinquième session du Conseil, en juillet 1973. Dans l'esprit de ce consensus, la délégation libanaise comptait que le Conseil prendrait alors une décision définitive et favorable qui permettrait à la future commission économique de commencer ses activités le 1^{er} janvier 1974.

98. Le Comité a accepté par consensus d'adopter la proposition du représentant du Liban.

DÉCISION DU CONSEIL

99. A sa 1845^e séance³⁴, le Conseil a examiné le rapport du Comité économique (E/5226)³⁵ et, après avoir entendu une déclaration du représentant du Liban, a approuvé sans objection la recommandation du Comité tendant à repousser à sa cinquante-cinquième session l'examen du projet de résolution présenté par le Liban sous la cote E/L.1497/Rev.2.

B. — Admission de la République démocratique allemande à la Commission économique pour l'Europe

100. A sa 1846^e séance³⁶, le Conseil était saisi d'un projet de résolution révisé (E/L.1530/Rev.1), dont

³³ E/AC.6/SR.592.

³⁴ E/SR.1845.

³⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la cinquante-troisième session, Annexes, point 5 de l'ordre du jour.

³⁶ E/SR.1846.

les coauteurs étaient la Hongrie, la Pologne et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, et concernant l'admission de la République démocratique allemande à la Commission économique pour l'Europe. Le Conseil était également saisi d'un télégramme daté du 30 novembre 1972 adressé au Président du Conseil économique et social par le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande (E/5229) dans lequel celui-ci indiquait que son gouvernement approuvait la proposition relative à son admission à la Commission économique pour l'Europe et se déclarait prêt à s'acquitter scrupuleusement des obligations découlant de la qualité de membre.

101. En présentant le projet de résolution commun révisé, le représentant de la Pologne a déclaré que la proposition dont était saisi le Conseil devait être considérée dans le contexte du processus de détente qui s'instaurait, en particulier en Europe, processus dans lequel les deux Etats allemands avaient joué un grand rôle. L'admission de la République démocratique allemande à la Commission économique pour l'Europe permettrait à la Commission d'être pleinement représentative et ouvrirait de nouvelles perspectives pour la coopération en Europe dans de nombreux domaines.

102. Le Conseil a adopté le projet de résolution révisé à l'unanimité. Les membres du Conseil et des comités de session qui ont participé aux débats se sont félicités de cette décision parce qu'elle constituait un progrès important dans le sens de l'universalité complète de l'Organisation des Nations Unies et de ses organismes, permettait d'augurer du renforcement de la coopération internationale en Europe et se traduirait, dans un plus vaste contexte, par de réels avantages pour les pays du tiers monde. Cette décision encouragerait tous ceux qui adhéraient aux principes de la Charte et avaient foi en une compréhension et une coopération plus grandes ainsi que dans les principes de la coexistence pacifique et de l'universalité.

103. Dans la résolution 1732 (LIII), le Conseil : 1) a décidé de modifier le paragraphe 7 du mandat de la Commission économique pour l'Europe en ajoutant la République démocratique allemande à la liste des membres de la Commission, à condition que cet Etat pose sa candidature et accepte de verser au budget de l'Organisation des Nations Unies une contribution équitable, dont l'Assemblée générale fixera périodiquement le montant, selon la procédure établie par l'Assemblée dans des cas similaires; et 2) a invité le Secrétaire général à entreprendre des consultations auprès du Gouvernement de la République démocratique allemande et à faire toutes les démarches nécessaires afin que le Gouvernement de la République démocratique allemande et l'Assemblée générale parviennent à un accord sur la contribution que ce gouvernement aura à verser au budget de l'Organisation des Nations Unies.

Chapitre IX

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL : MODIFICATION DU CYCLE BUDGETAIRE DU PAM

104. A sa 1842^e séance³⁷, le Conseil a examiné le point 11 de l'ordre du jour de la reprise de sa cinquante-troisième session (Programme alimentaire mondial : modification du cycle budgétaire du PAM). Il était saisi d'une lettre datée du 26 septembre 1972, adressée au Président du Conseil par le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) [E/L.1518].

105. Dans le dixième rapport annuel du Comité intergouvernemental ONU/FAO du Programme alimentaire mondial (E/5129) que le Conseil avait examiné à sa cinquante-troisième session³⁸, le Comité

avait proposé de transformer le cycle budgétaire annuel du PAM en cycle biennal. Dans sa lettre, le Président du CCQAB faisait savoir au Président du Conseil que le CCQAB avait accepté cette modification et qu'il faudrait en conséquence modifier la disposition 24 des Règles générales du Programme.

106. A la même séance, le Conseil a approuvé la modification proposée par le Comité intergouvernemental ONU/FAO du Programme alimentaire mondial tendant à ce que le cycle budgétaire du PAM soit biennal et que le premier exercice biennal soit celui de 1974-1975, ce qui coïnciderait avec le cycle de la FAO.

³⁷ E/SR.1842.

³⁸ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément n° 3* (A/8703), chap. VII, sect. E.

Chapitre X

QUESTIONS RELATIVES A LA COMPOSITION ET A L'ORGANISATION

A. — Elections

107. A la 1845^e séance³⁰ de la reprise de sa cinquante-troisième session, le Conseil a élu Sri Lanka à la Commission de statistique pour un mandat de quatre ans à compter du 1^{er} janvier 1973, et la Mongolie au Comité de la science et de la technique au service du développement pour un mandat de trois ans à compter du 1^{er} janvier 1973.

108. A la même séance, il a reporté aux séances d'organisation de sa cinquante-quatrième session les élections suivantes :

a) Un membre pour un mandat de quatre ans et un membre pour un mandat de deux ans, à compter du 1^{er} janvier 1973, choisis dans le groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats, au Comité des ressources naturelles;

b) Cinq membres choisis dans le groupe des Etats d'Afrique, trois membres choisis dans le groupe des Etats d'Asie et un membre choisi dans le groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats, pour un mandat de trois ans à compter du 1^{er} janvier 1973, au Comité de la science et de la technique au service du développement;

c) Six membres choisis dans le groupe des Etats d'Afrique et trois membres choisis dans le groupe des Etats d'Asie, pour un mandat prenant fin au 31 décembre 1973, au Comité de l'examen et de l'évaluation.

B. — Calendrier des conférences et questions connexes

109. Le Conseil a examiné le point 12 de l'ordre du jour de la reprise de sa cinquante-troisième session (Calendrier des conférences et questions connexes) à ses 1843^e et 1845^e séances⁴⁰. Le Conseil était saisi d'une note du Secrétaire général (E/L.1523) lui proposant de compléter et de modifier le programme de ses réunions pour 1973⁴¹.

110. A sa 1843^e séance, le Conseil a approuvé sans objection l'inscription des nouvelles réunions ci-après à son programme de réunions pour 1973 :

Date	Lieu	
19-23 février	Accra	Commission économique pour l'Afrique — Conférence des ministres
5-16 mars	New York	Groupe spécial d'experts sur la normalisation des noms géographiques
21-30 mars	Quito	Commission économique pour l'Amérique latine (quinzième session)

³⁰ E/SR.1845.

⁴⁰ E/SR.1843, 1845.

⁴¹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-troisième session, Supplément n° 3 (A/8703), annexe III.*

Date	Lieu	
11-23 avril	Tokyo	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (vingt-neuvième session)
Avril	Addis-Abeba	Commission économique pour l'Afrique — Comité exécutif (neuvième session)
Septembre	Addis-Abeba	Commission économique pour l'Afrique — Comité technique d'experts
Novembre	Addis-Abeba	Commission économique pour l'Afrique — Comité exécutif (dixième session)
3-14 décembre	Genève	Groupe spécial d'experts des conventions fiscales

111. Le Conseil a également décidé, par 14 voix contre 4, avec 2 abstentions, d'inscrire à ce programme la nouvelle réunion suivante :

Date	Lieu	
19-30 mars	New York	Commission de la population (session extraordinaire)

112. A sa 1845^e séance, le Conseil a :

a) Approuvé la proposition tendant à ce que le Groupe spécial d'experts de la Commission des droits de l'homme se réunisse le 15 janvier 1973 à Genève et non pas à New York;

b) Approuvé la proposition tendant à ce que la troisième session du Comité des ressources naturelles ait lieu à New Delhi du 5 au 16 février 1973, et non du 12 au 23 février;

c) Rejeté, par 14 voix contre 7, avec 2 abstentions, la proposition tendant à ce que la vingt-troisième session de la Commission du développement social se tienne du 5 au 23 mars et non du 12 février au 2 mars, et à ce que le Comité de la science et de la technique se réunisse du 26 mars au 13 avril 1973 et non du 12 au 30 mars;

d) Approuvé la proposition tendant à ce que les sessions du Groupe de travail de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et de la Sous-Commission elle-même, qui devaient se tenir à Genève du 13 au 24 août et du 27 août au 14 septembre 1973 respectivement, soient retardées d'une semaine;

e) Approuvé la proposition tendant à inviter le Groupe de travail de la Commission océanographique intergouvernementale chargé de l'océanographie et des échanges de données à se réunir, au Siège de l'ONU, du 9 au 13 juillet 1973.

C. — Examen de l'ordre du jour provisoire des séances d'organisation de la cinquante-quatrième session

113. A sa 1845^e séance, le Conseil a approuvé l'ordre du jour provisoire des séances d'organisation de la cinquante-quatrième session (E/L.1524).

Annexe

ORDRE DU JOUR DE LA REPRISE DE LA CINQUANTE-TROISIEME SESSION

Adopté par le Conseil à sa 1838^e séance, tenue le 12 septembre 1972

1. Question de la création d'une université internationale.
2. Question de la création du fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles.
3. Rapport sur la Conférence des Nations Unies sur l'environnement.
4. Rapport de la Commission de la population sur sa session extraordinaire.
5. Coopération régionale.
6. Rapports du Groupe de la Banque mondiale.
7. Rapport du Conseil du commerce et du développement.
8. Rapport du Fonds monétaire international.
9. Elections.
10. Examen de l'ordre du jour provisoire des séances d'organisation de la cinquante-quatrième session.
11. Programme alimentaire mondial : modification du cycle budgétaire du PAM*.
12. Calendrier des conférences et questions connexes*.

* A sa 1840^e séance, le 17 octobre 1972, le Conseil a décidé d'inscrire cette question à son ordre du jour.

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
